Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

cerfa
N° 13687*02

DOUANES & DROITS INDIRECTS

QUESTIONNAIRE D'AUTO-EVALUATION RELATIF AUX OPERATEURS ECONOMIQUES AGREES (OEA)

La finalité première de ce questionnaire est de vous assurer de votre aptitude à remplir les critères exigés pour l'octroi des certificats AEO[2] simplifications douanières ou AEO sûreté/sécurité.

Ce questionnaire a également pour but de compléter les informations fournies dans le cadre de votre demande formelle pour l'octroi du statut d'OEA telle que définie à l'annexe 1 quater des dispositions d'application du code communautaire (annexe 1 du règlement de la Commission 1875/2006 du 18 décembre 2006 - cf. JOUE L 360 du 19 décembre 2006).

Pour solliciter l'un des trois certificats AEO constitutifs du statut d'OEA, vous serez tenus d'adresser ou de transmettre au service compétent le formulaire officiel et le questionnaire OEA dûment renseignés, accompagnés des pièces mentionnées aux questions II/1.1.2 et 1.1.6 et, éventuellement, de celles relatives aux questions III/ 1.1 et 8.3 ainsi que IV 1.5.1 .Les autres documentations[3] ou preuves de certification[4] mentionnées dans le questionnaire, devront être mises à disposition des auditeurs du service des douanes préalablement ou lors de leur visite dans votre entreprise.

Les questions et les demandes d'informations formulées ci-après sont regroupées, après les questions préliminaires, en trois sections distinctes :

I. CONNAISSANCE GÉNÉRALE DE L'ENTREPRISE
II. SIMPLIFICATIONS DOUANIERES
III. SECURITE - SÛRETE

Vous devez répondre entièrement et précisément à toutes les questions relatives au type de certificat AEO sollicité dans la mesure où elles sont pertinentes au regard de votre profession ou activité économique. Si vous ne sollicitez que le certificat AEO simplifications douanières, vous n'êtes pas tenu de répondre aux questions formulées à la section III du présent questionnaire.

Il est recommandé de s'abstenir de formuler une demande formelle si vous ne répondez manifestement pas aux critères requis, si vous ne pouvez raisonnablement pas répondre aux questions ou si vous ne disposez pas de la documentation mentionnée. La lecture attentive de la réglementation applicable et des Lignes directrices «opérateurs économiques agréés» de la Commission européenne (document TAXUD/2006/1450) constitue un préalable indispensable au dépôt d'une demande de statut OEA (vous pouvez le consulter ou le télécharger via le site de la DGDDI-www.douane.gouv.fr- ou le site Europa de la Commission européenne, http://ec.europa.eu/taxation_customs/customs/policy_issues/customs_security/aeo/index_fr.htm.

Une notice explicative fournit des précisions sur le sens des questions formulées ainsi que sur le contenu des réponses attendues ou des informations sollicitées.

2 Pour faciliter le traitement des demandes et la lecture des certificats dans les différentes langues de l'Union européenne, l'acronyme anglais a été retenu. Toutefois, cette appellation est officiellement et strictement limitée aux seuls certificats délivrés aux OEA.

3 Le terme « documentation(s) » recouvre des notes de service internes à l'entreprise, protocoles, procédures ou fiches pratiques pour lesquels une personne ou un service a été désigné afin de veiller à leur application et à leurs mises à jour.

4 A l'appui des certificats produits devront être présentés les rapports délivrés par les organismes certificateurs.

Imprimer Réinitialiser

N° 13687*02

N°	QUESTIONS PREALABLES	N° question QAE - UE
0.1	**Quels services ont été associés au projet de la présente demande de statut OEA ?**	0.2
0.2	**Dans les deux prochaines années, prévoyez-vous des changements structurels dans votre société ?** **OUI / NON : ……**	1.2.5
	⇒ **Si oui, décrivez brièvement les changements à venir :**	
	b) Dans les deux prochaines années, prévoyez-vous des changements importants dans votre chaîne logistique ? **OUI / NON : ……**	
	⇒ **Si oui, décrivez brièvement les changements à venir.**	

I. CONNAISSANCE GÉNÉRALE DE L'ENTREPRISE

1 - Informations générales sur la société

1-1- Identification de l'opérateur

1.1.1	**Société candidate au statut :**	1.1.1.
	Nom :	
	Adresse :	
	Date de constitution : **Forme juridique :**	
	Le cas échéant, précisez l'URL du site Web de votre société :	
	Si votre société fait partie d'un groupe de sociétés, indiquez si d'autres entités du groupe : **a) ont déjà obtenu un certificat AEO ?** **OUI / NON : ……** **b) ont déposé une demande statut OEA et font actuellement l'objet d'un audit OEA par une autorité douanière nationale (française ou d'un État membre de l'Union européenne) ?** **OUI / NON : ……** **c) ont demandé le statut OEA et se le sont vu refusé ?** **OUI / NON : ……** ⇨ **Si oui au a), b) ou c),précisez quelle(s) entité(s) :**	
1.1.2	**Selon le statut juridique de votre entreprise, indiquez les noms et prénoms, les adresses et les dates de naissance :** **du propriétaire unique ou de l'ensemble des actionnaires (en précisant pour chacun d'eux le pourcentage d'actions détenu) ;** **des membres du conseil d'administration ;** **de tous les directeurs.** ***Merci de joindre votre réponse à cette question en annexe du présent questionnaire.***	1.1.2.

1.1.3	**Veuillez indiquer les informations suivantes concernant la personne responsable des questions douanières de votre société :** **Nom :** **Adresse :** **Date de naissance :**	1.1.3
1.1.4	**Décrivez brièvement l'activité commerciale de votre société et présentez sa position dans la chaîne logistique internationale (par ex. : producteur, exportateur, expéditeur, gestionnaire d'un entrepôt douanier, agent / commissionnaire en douane, transporteur, importateur).** **Si vous occupez plus d'une position dans cette chaîne, merci de toutes les préciser.**	1.1.4.
1-2 Implantation des principaux sites de dédouanement ou de stockage		
1.2.1.	**a) Pour chacun de vos établissements ou sites impliqués dans le commerce international (y compris dans un État membre de l'Union européenne ou dans un pays tiers), indiquez l'adresse ainsi que les coordonnées (nom, numéro de téléphone et email) d'une personne référante.** **Précisez par ailleurs s'il s'agit :** **d'une succursale (n'ayant pas la personnalité juridique) ;** **d'une filiale (ayant la personnalité juridique) ;** **d'un site où un tiers exécute des activités externalisées pour votre société.** **b) Pour chacun de ces établissements, décrivez brièvement les activités de production, de commerce ou de logistique et précisez le nombre approximatif de salariés.** **c) Concernant en particulier le stockage, indiquez si vous disposez d'un magasin de dépôt temporaire ou, si vous utilisez des installations qui ne vous appartiennent pas, indiquez le nom de la société à qui vous louez le(les) site(s) de stockage** ***Merci de joindre votre réponse à cette question en annexe du présent questionnaire***	1.1.5. 1.2.2.
1.2.2	**Achetez-vous ou vendez-vous aux sociétés avec lesquelles vous êtes associés ?** **OUI / NON : ……**	1.1.6.

2- Volume d'activité et classement de la société

(Lignes directrices - Partie 2, Section I, Sous-section 2 – I.2.1.1)

2-1 Classement de la société

2.1.1	**Quel est le nombre d'employés de votre entreprise ?**		1.1.9.
2.1.2	**Indiquez le montant du chiffre d'affaires annuel concernant les trois derniers exercices annuels comptables disponibles.**		1.2.1

Si la création de votre société est trop récente pour pouvoir apporter une réponse même partielle, indiquez « Sans objet ».

Année	Chiffre d'affaires

2-2 Activités import et export

2.2.1	**Pour les trois dernières années, donnez une évaluation du nombre et de la valeur des déclarations :**	1.2.3.

Si la création de votre société est trop récente pour pouvoir apporter une réponse même partielle, indiquez « Sans objet ».

⇨ **d'importation (mise en libre pratique) :**

Année	Nombre	Valeur

⇨ **d'exportation / de réexportation :**

Année	Nombre	Valeur

⇨ **de transit :**

Année	Nombre	Valeur

2.2.2	**a) Pour les trois dernières années, quel montant total des droits de douane avez-vous acquitté?** ***Si la création de votre société est trop récente pour pouvoir apporter une réponse même partielle, indiquez « Sans objet ».***	**1.2.4.**

Année	Droits de douane

b) Avez vous payé des droits d'accises durant les trois dernières années ? **OUI / NON : ……**

II - SIMPLIFICATIONS DOUANIÈRES

1- Organisation et gestion interne de l'entreprise (article 14 decies, § d)

1.1	**Décrivez l'organisation interne de votre société et les tâches / les responsabilités de chaque service.** ***Un organigramme fonctionnel peut être joint en annexe du présent questionnaire.***	1.1.7
1.2	**a) Déclinez l'identité de votre personnel d'encadrement supérieur intervenant dans la chaîne logistique internationale (directeurs/chefs de départements et notamment : administration et finances, gestion du risque, fiscalité, comptabilité, juridique, achats-approvisionnements-imports, ventes export, douane, transport, logistique, chaîne logistique, qualité et sécurité, etc.)**	1.1.8

	b) Décrivez brièvement les procédures existantes en matière de gestion des absences des intervenants ayant une responsabilité dans la chaîne logistique.	
1.3	**Indiquez les noms et le niveau de responsabilité des personnes de votre société qui ont une expertise douanière et logistique spécifique.**	1.1.10
	Détaillez brièvement leur niveau de connaissances en matière de technologies de l'information, de processus douaniers et de matière commerciale générale.	

2- Gestion de la réglementation douanière (article 14 decies, § d et e) ***(Lignes directrices - Partie 2, Section I, Sous-section 2 – I.2.1.2)*** **2-1 Responsable de la réalisation des formalités douanières**		
2.1.1	**a) Les formalités douanières sont-elles effectuées en votre nom propre et pour votre propre compte ?** **OUI / NON : ……** **b) Êtes-vous représenté pour l'établissement de vos formalités douanières ?** **OUI / NON : ……** ⇨ **Si oui, par qui êtes-vous représenté ? S'agit-il d'une représentation directe ou indirecte ? Veuillez préciser le(s) n°EORI de votre(vos) représentant(s) en douane.**	1.3.1.
	c) Effectuez-vous des formalités douanières pour le compte d'autrui ? **OUI / NON : ……** ⇨ **Si oui, qui représentez-vous (indiquez les sociétés les plus significatives) ? S'agit-il d'une représentation directe ou indirecte ?**	

2-2 Maîtrise de la réglementation relative au classement tarifaire, à la valeur et à l'origine			
2.2.1	**a)**	**Comment et par qui est établi le classement tarifaire des marchandises ?** ***(précisez notamment si la ou les personne(s) concernée(s) travaille(nt) avec différents services/départements dans l'entreprise et si oui lesquels?)***	1.3.2
	b)	**Quelles procédures sont mises en œuvre pour vérifier l'exactitude du classement tarifaire ?**	
	c)	**Ces procédures sont-elles formalisées** **OUI / NON : ……**	
	d)	**Réalisez-vous régulièrement un contrôle interne sur l'efficacité de ces procédures ?** **OUI / NON : ……**	
	e)	**Quels moyens utilisez-vous pour établir le classement tarifaire (par ex. : une base de données actualisée sur le classement tarifaire des marchandises) ?**	

2.2.2	**a)**	**Comment et par qui, est établie la valeur des marchandises ?** ***(précisez notamment si la ou les personne(s) concernée(s) travaille(nt) avec différents services/départements dans l'entreprise et si oui lesquels?)***	1.3.3.
	b)	**Quelles procédures sont mises en œuvre pour vérifier que la valeur en douane est correctement établie ?**	
	c)	**Ces procédures sont-elles formalisées ?** **OUI / NON : ……**	
	d)	**Réalisez-vous régulièrement un contrôle interne sur l'efficacité de ces procédures ?** **OUI / NON : ……**	
2.2.3	**a)**	**Indiquez globalement l'origine des marchandises que vous importez (origine préférentielle ou non-préférentielle).**	1.3.4.

	b) Quelles procédures avez-vous mis en œuvre pour vérifier l'exactitude des pays d'origine déclarés des marchandises importées ?	
	c) A l'exportation comment apportez-vous la preuve de l'origine préférentielle et des certificats d'origine ? Sur quoi vous fondez-vous pour établir vos certificats d'origine ?	
2-3 Gestion de la réglementation commerciale liée à l'activité douanière (art. 14 decies, § e)		
2.3.1	**Avez-vous à traiter de marchandises soumises à des droits anti-dumping ou à des droits compensateurs ?** **OUI / NON : ……** ⇒ **Si oui, indiquez :** **les principales marchandises concernées :**	1.3.5.
	les noms et adresses du ou des fabricant(s) et/ou des pays tiers dont les marchandises sont soumises aux droits mentionnés ci-dessus.	

2.3.2	**Procédez-vous à l'importation ou à la (ré-)exportation de marchandises soumises à licences commerciales économiques (par exemple : textiles, marchandises agricoles)** **OUI / NON : ……** ⇨ **Si oui, décrivez brièvement les procédures mises en œuvre pour administrer ces licences.**	3.5.3.

3- Respect de la réglementation douanière et sensibilisation du personnel à la fraude (Article 14 nonies)

(Lignes directrices - Partie 2, Section II – I.2.2)

3.1	**a) Avez-vous relevé des infractions à la réglementation douanière au cours des trois dernières années ?** **OUI / NON : ……** ⇨ **Si oui, décrivez brièvement ces infractions.** ***Si la création de votre société est trop récente pour pouvoir apporter une réponse même partielle, ajoutez la mention « information non disponible ».***	2.1. et 3.5.2
	b) Si vous avez identifié des irrégularités (ou des soupçons d'irrégularités), comment les avez-vous notifiées aux autorités compétentes ?	

c) Quelles mesures avez-vous adoptées en vue d'y remédier ?	
d) Ces irrégularités et leurs notifications aux autorités compétentes sont-elles consignées ? **⇒ si oui, sur quel support ?**	**OUI / NON : ……**
e) La procédure de notification des infractions aux autorités compétentes et de mise en œuvre de mesures correctrices pour y remédier est-elle formalisée ?	**OUI / NON : ……**
f) Le personnel est-il sensibilisé à la nécessité d'informer les autorités douanières en cas de difficulté à se conformer aux exigences et d'établir les contacts appropriés afin d'informer les autorités douanières de telles situations. **⇒ Si oui comment ?**	**OUI / NON : ……**

	g) **Les autorités douanières ont-elles relevé d'autres infractions à la réglementation douanière au cours des trois dernières années ?** **OUI / NON : ……** ⇒ **Si oui, décrivez brièvement ces infractions et les mesures que vous avez adopté en vue d'y remédier**	
3.2	**Le cas échéant, indiquez les autorisations douanières octroyées ou demandées par votre entreprise qui ont été retirées, suspendues ou refusées au cours des trois dernières années.** **Préciser brièvement les motifs pour les quels ces autorisations vous ont été retirées, suspendues ou refusées.** ***Si la création de votre société est trop récente pour pouvoir apporter une réponse même partielle, ajoutez la mention « information non disponible ».***	2.2.
4-Système comptable et logistique (article 14 decies, § a, b et d) **4-1 Maîtrise des flux de marchandises et contrôles internes (article 14 decies, § d)** ***(Lignes directrices - Partie 2 Section III, Sous-section 4 – I.2.3.4)***		
4.1.1	**Décrivez brièvement la procédure d'enregistrement des mouvements de marchandises (arrivée des marchandises, stockage, fabrication et expédition). Précisez en particulier qui est chargé de ces enregistrements ?**	3.4.1.

4-2 Contrôles internes ***(Lignes directrices - Partie 2, Section III, Sous-section 3 – I.2.3.3 / Sous-section 4 – I.2.3.4 / Sous-section 5 – I.2.3.5)***		
4.2.1	**Disposez-vous de procédures formalisées relatives aux contrôles internes à réaliser lors de l'achat, le stockage, le transport, la vente ?** **OUI / NON : ……** ⇒ **Si oui, décrivez brièvement ces procédures**	3.3.1.
	Comment sont-elles mises à jour	
4.2.2	**Décrivez brièvement les procédures mises en œuvre pour vérifier les stocks, précisez notamment la fréquence des contrôles et la procédure de gestion des écarts (par exemple, contrôle d'inventaire physique ou dans les écritures) ?**	3.4.2.

4.2.3	**Disposez-vous d'une documentation relative à la vérification de la fiabilité des déclarations en douane y compris celles établies en votre nom par une tierce personne comme, par exemple, un commissionnaire en douane ou de transport ?** **OUI / NON : ……** ⇒ **Si oui, décrivez brièvement cette procédure.** ⇒ **Si non, comment vérifiez-vous l'exactitude de vos déclarations en douane ?**	3.5.1.
4.2.4	**a) Décrivez brièvement les procédures de contrôle de vos données permanentes (fichiers principaux relatifs aux informations clés concernant votre activité, par exemple, noms et coordonnées de vos clients, fournisseurs, informations concernant la description des marchandises, leur codification tarifaire, leur origine, etc.) mises en œuvre dans votre société?**	3.3.3.

	Ces procédures prévoient-elles la couverture des risques suivants : **Enregistrements incorrects et/ou incomplets de transactions dans le système comptable ?** **OUI / NON : ……** **b) Utilisation de données périmées ou incorrectes (numéros d'articles ou codes tarifaires par exemple) ?** **OUI / NON : ……** **c) Contrôles inadéquats sur les processus internes de l'entreprise ?** **OUI / NON : ……**	
4.2.5	**Vos procédures de contrôles internes ont-elles été soumises à un audit interne/externe ? .** **OUI / NON : ……** ⇨ **Si oui, cet audit a-t-il concerné vos procédures douanières (procédures de contrôle de la fiabilité des déclarations en douane) ?** **OUI / NON : ……** ***Si oui, merci de fournir une copie du rapport d'audit le plus récent***	3.3.2.
4-3 Suivi informatique des écritures ***(Lignes directrices - Partie 2, Section III, Sous-section 1 – I.2.3.1 / Sous-section 2 – I.2.3.2)*** ***(Lignes directrices - Partie 2, Section III)***		
4.3.1	**Votre système comptable permet-il un suivi complet des écritures de toutes vos opérations douanières y compris celles couvrant la fiscalité liée au dédouanement ?** **OUI / NON : ……**	3.1.1.
4.3.2	**Quel système informatique (matériels / logiciels) utilisez-vous pour le suivi de vos activités et en particulier pour le suivi de vos questions douanières ?**	3.2.1.

	Veuillez préciser si votre système informatique : **Intègre un environnement test ?** **OUI / NON : ……** ⇒ **Si oui, est-il distinct de l'environnement de production ?** **OUI / NON : ……** **Permet la distinction et la traçabilité des opérations commerciales et des opérations de dédouanement ?** **OUI / NON : ……** **Prévoit une gestion des droits et des profils d'accès ?** **OUI / NON : ……**	
4-4 Politique de gestion de l'informatique ***(Lignes directrices - Partie 2, Section III Sous-section 2 – I.2.3.2)***		
4.4.1	**a) Où vos activités informatiques sont-elles centralisées ?**	3.2.3 et 3.7.2 b)
	b) Qui est responsable de la gestion et de la protection du système informatique ?	

	c) Avez-vous recours à un (des) prestataire(s) informatique(s) ? **OUI / NON : ……**	
	⇒ **Si oui, dans quels domaines (applicatifs, sécuritaire, gestion du parc) ?**	
	d) Quelles sont les obligations qui lui(leur) incombe(nt) ?	
5-Distinction entre les marchandises communautaires et non communautaires (article 14 decies, § c) *(Lignes directrices - Partie 2, Section III Sous-section 2 – I.2.3.2)*		
5.1	**Votre système comptable et logistique permet-il une distinction entre les marchandises communautaires et non communautaires ?** **OUI / NON : ……**	3.2.2.
	⇒ **Si oui, comment ?**	
6- Procédures de sauvegarde, de restauration et d'archivage (article 14 decies, § f)		

	(Lignes directrices - Partie 2 Section III, Sous-section 6 – I.2.3.6)	
6.1	**Décrivez brièvement vos procédures de sauvegarde, de restauration, de récupération et d'archivage de vos données commerciales**	3.6.1.
6.2	**Durant combien de temps les données sont-elles sauvegardées dans le système de production et combien de temps sont-elles archivées ?**	3.6.2.
6.3	**La société a-t-elle un plan de continuité pour parer à une défaillance éventuelle du système informatique ?** **OUI / NON : ……** ⇒ **Si oui, veuillez préciser**	3.6.3.

7- Sécurité des systèmes d'information (article 14 decies, § h)

7-1 Sécurité des systèmes informatiques

		(Lignes directrices - Partie 2 Section III, Sous-section 7 – I.2.3.7)	
7.1.1		**Décrivez brièvement votre politique de gestion des droits d'accès en matière de systèmes informatiques ?**	3.7.2 a)
7.1.2	**a)**	**Décrivez brièvement les mesures mises en œuvre pour protéger votre système informatique contre les intrusions non autorisées (Pare-feu, antivirus, politique des mots de passe etc.) ?**	3.7.1.
	b)	**Des tests anti-intrusion ont-ils déjà été réalisés ?** **OUI / NON : ……**	
		⇒ **Si oui , à quelle fréquence ?** ……	
		⇒ **Si oui, ont-ils donné lieu à des mesures correctrices ?** **OUI / NON : ……**	
7.1.3	**a)**	**Le cas échéant, où est localisé votre serveur central ?**	3.7.3.
	b)	**Comment est-il sécurisé ?**	

7-2 Sécurité de la documentation

(Lignes directrices - Partie 2 Section III, Sous-section 8 – I.2.3.8)

II. Simplifications douanières

7.2.1	**Décrivez brièvement les actions mises en œuvre pour protéger l'information / la documentation de l'accès non-autorisé, de la destruction intentionnelle et de la perte involontaire (par exemple, droits d'accès restreints, création de sauvegardes automatiques) ?**	3.8.1.
7.2.2.	**Durant l'année précédente, avez-vous constaté des accès non autorisés à votre documentation ?** **OUI / NON : ……..** ⇒ **Si oui, quelles mesures correctrices ont été mises en œuvre afin de prévenir de nouvelles tentatives ?**	3.8.2.
7.2.3	**a) Quelles catégories d'employés ont accès aux détails des données concernant les flux de marchandises ?**	3.8.3.
	b) Quelles catégories d'employés sont autorisées à modifier ces données ?	
	La mise en œuvre de ces modifications fait-elle l'objet d'une procédure formalisée ? **OUI / NON : ……..**	
7.2.4	**Décrivez brièvement les mesures mises en œuvre pour éviter le détournement d'informations et leur usage abusif pouvant entraîner un risque pour la chaîne logistique (par exemple, transfert non autorisé de données liées à l'expédition de marchandises sensibles).**	3.8.4.

8- Solvabilité financière (article 14 undecies) *(Lignes directrices - Partie 2 Section IV – I.2.4)*		
8.1	**Au cours des trois dernières années, votre société a-t-elle fait l'objet d'une procédure collective pour défaut de solvabilité ou d'une situation d'insolvabilité ?** **OUI / NON : ……** ⇨ **Si oui, précisez**	4.1.
8.2	**Sur les trois dernières années, la situation financière de votre société lui a-t-elle permis d'honorer toutes ses dettes,?** **OUI / NON : ……** ⇨ **Si oui, *joindre à la présente demande tout document prouvant la solvabilité de votre société* (liasse fiscale et, le cas échéant, le dernier rapport de votre commissaire au compte, garanties apportées par votre banque ou de tout autre organisme financier, etc).** **Précisez ci-dessous les documents joints en annexe de la présente demande :**	4.2.1.
	⇨ **Si la réponse est négative, indiquez pourquoi.**	

8.3	***Si la création de votre société est trop récente pour fournir des données, fournissez tous les éléments d'information que vous jugerez utiles pour permettre aux autorités douanières d'évaluer votre situation financière (par exemple dernier bilan, prévisions de profits et pertes approuvées par les directeurs / associés / propriétaire unique)***	4.3.
8.4	**Avez-vous connaissance d'une information ou d'un événement qui pourrait avoir un impact sur votre solvabilité financière ? OUI / NON : ……** ⇒ **Si oui, veuillez préciser**	4.4.

II. Simplifications douanières

III - SÉCURITÉ - SURETE

(Lignes directrices - Partie 2 Section V – I.2.5)

1- Politique générale de sécurité et auto-évaluation

(Lignes directrices - Partie 2 Section V, Sous-section 1 – I.2.5.1)

1-1 Auto-évaluation

1.1.1	**Avez-vous réalisé une évaluation des risques spécifiques à votre société ?** **OUI / NON : ……**	5.1.1. a)
1.1.2	**Décrivez brièvement les risques liés à la sécurité/sûreté identifiés par rapport aux critères et exigences de la certification OEA - sécurité/sûreté (par exemple, au sein de votre société ou dans vos relations commerciales avec vos partenaires commerciaux) ?**	5.1.2.
1.1.3	**Avez-vous recours au service d'une société de gardiennage et de sécurité ?** **OUI / NON : ……** ⇨ **Si oui, de quelle société s'agit-il ?**	5.1.9.

		A-t-elle fait une évaluation des risques sécurité/sûreté de votre société ? **OUI / NON : ……**	
		⇨ **Si oui, indiquez brièvement les risques de sécurité/sûreté identifiés par rapport aux critères et exigences de la certification OEA – sécurité/sûreté.**	
1-2 Politique générale de sécurité - sûreté			
1.2.1	**a)**	**La politique générale de sécurité de votre société est-elle formalisée dans un(des) document(s) spécifique(s) ?** **OUI / NON : ……**	5.1.1. b)
		⇨ **Si oui, dans quel(s) document(s) ?**	
	b)	**Ce document est-il disponible dans tous vos sites ?** **OUI / NON : ……**	
	c)	**A-t-il et quand a-t-il été actualisé ?**	

1.2.2	**Comment sont mises en œuvre et coordonnées les mesures de sécurité/sûreté dans votre société ? Précisez la(les) personne(s) et/ou l'unité responsable de cette coordination au sein de votre entreprise.**	5.1.3.
1.2.3	**Si l'activité de votre entreprise est répartie sur plusieurs sites, les procédures de sécurité/sûreté sont-elles harmonisées ?** **OUI / NON :** …… ⇨ **Si non, pourquoi ?**	5.1.4.
1.2.4	**Vos clients ou votre compagnie d'assurance vous imposent-t-ils des exigences particulières en matière de sécurité/sûreté ?** **OUI / NON :** …… ⇨ **Si oui, lesquelles**	5.1.10.

1-3 Procédures de sécurité-sûreté			
1.3.1	**a) La politique générale de sécurité/sûreté de votre société est-elle déclinée en procédures formalisées ?** ⇒ **Si oui, sont-elles communiquées à votre personnel et aux personnes ayant accès à vos locaux ?** ⇒ **Si non, comment comptez vous y remédier** ?	**OUI / NON :** …… **OUI / NON :** ……	5.1.5.
	b) Sous quelle forme sont-elles accessibles à ces personnes (manuel, consignes de travail, fiche d'information, etc.) ?		
1-4 Procédure de détection et de consignation des incidents (article 14 duodecies § b)			
1.4.1	**a) Au cours de la dernière année, avez-vous eu à connaître des incidents liés à la sécurité/sûreté?** ⇒ **Si oui, donnez une brève description de ces incidents. Avez-vous mis en œuvre des mesures correctrices ?**	**OUI / NON :** ……	5.1.6.

	b)	**Consignez-vous les rapports sur les incidents liés à la sécurité/sûreté et sur les mesures correctrices prises pour y remédier ?** **OUI / NON : ……**	
1-5 Audits externes des procédures de sécurité : Agréments / certifications			
1.5.1	a)	**Avez-vous déjà été certifié par une autre instance administrative ou un autre organisme public à des fins de sûreté liée au transport ?** **OUI / NON : ……** ⇒ **Si oui, préciser les locaux / zones couverts par le(s) certificat(s)** ***(Une copie du certificat vous sera demandée par les auditeurs, vous pouvez d'ores et déjà joindre une copie au présent questionnaire)***	5.1.7.
	b)	**Indiquez toutes les autres normes / licences / autorisations en rapport avec la sécurité/sûreté qui vous ont été délivrées par un organisme indépendant. Précisez leurs champs d'application et l'organisme de délivrance**	

2- Accès aux installations (article 14 duodecies b) ***(Lignes directrices - Partie 2 Section V, Sous-section 2 – I.2.5.2)***		
2.1	**a) Décrivez brièvement les procédures mises en œuvre pour sécuriser l'accès à vos locaux (bâtiments, secteurs de production, entrepôts etc.) ? Précisez en particulier si les règles d'accès diffèrent pour chaque catégorie de personnels, de visiteurs, de véhicules ou de marchandises?**	5.2.1.
	b) Qui est chargé de s'assurer du respect de ces procédures ?	
2.2.	**a) Décrire brièvement les procédures à suivre en cas de découverte d'une personne / d'un véhicule non autorisé(e) dans les locaux de la société**	5.2.2.

	b) Comment le personnel est-il informé du contenu de ces procédures ?	
2.3	**Si votre société ou un de ses établissements partage le site dans lequel il est implanté avec des sociétés extérieures, indiquez les noms de ces sociétés ?**	5.2.4.
2.4	***S'ils sont disponibles, joignez à la présente demande un plan de chaque site de votre société ayant des activités douanières (disposition des bâtiments, des enceintes extérieures, des accès aux routes, etc.).***	5.2.3.
3- Conformité des locaux et de leurs accès (article 14 duodecies a et b) ***(Lignes directrices - Partie 2 Section V, Sous-section 3 – I.2.5.3)*** **3-1 Limites externes**		
3.1.1	**a) Comment les limites externes de vos installations sont-elles protégées ? Comment ces mesures de protection sont-elles vérifiées ?**	5.3.1.

	b) Comment, par qui et à quel intervalle sont contrôlés les bâtiments et les murs d'enceinte? Comment sont enregistrés ces contrôles et leurs résultats ?	
	c) Comment les incidents de sécurité sont-ils consignés et traités ?	
3.1.2	**Décrivez brièvement l'éclairage de vos sites (sont-ils éclairés dans leur totalité, de manière continue, dotés de détecteurs de mouvement ?)**	5.3.3.
3-2 Contrôle des accès aux sites		
3.2.1	**a) Quelles sont les accès possibles aux sites ?**	5.3.2.

	b) Comment sont-ils surveillés ?	
	c) Les accès sont-ils soumis à des horaires d'ouvertures et de fermetures ? **OUI / NON : ……**	
	⇨ **Si oui précisez :**	
3.2.2	**Comment est organisée la gestion des clés d'accès aux locaux ?**	5.3.4.
	Existe-t-il une procédure formalisée de gestion des clés ? **OUI / NON : ……**	
3.2.3	**a) Le stationnement de véhicules privés est-il autorisé sur vos sites ?** **OUI / NON : ……**	5.3.5.
	⇨ **Si oui, pour quelles catégories de conducteurs (personnel, visiteurs, etc.) ?**	

	b) Qui autorise le stationnement ?	
	c) Les véhicules sont-ils contrôlés (à l'entrée des sites ou à l'entrée des parkings) ? **OUI / NON : ……**	
	d) Existe-il une procédure formalisée ? **OUI / NON : ……** **⇒ Si oui, comment est-elle portée à la connaissance du personnel ?**	

4- Sécurisation des unités de fret (article 14 duodecies c)

(Lignes directrices - Partie 2 Section V, Sous-section 4 – I.2.5.4)

4-1 Procédure de contrôle et de sécurisation du fret

4.1.1	**L'accès aux unités de fret est-il soumis à des mesures de sécurité/sûreté ou à des restrictions particulières ?** **OUI / NON : ……** **⇒ Si oui, lesquelles ?**	5.4.1.
4.1.2	**Décrivez brièvement quelles mesures sont mises en place pour empêcher les accès non-autorisés et l'effraction des unités de fret, en particulier si les unités de fret sont à un moment ou à un autre stockées dans un lieu ouvert (par exemple, surveillance constante, formation du personnel et sensibilisation aux risques, scellés, consignes écrites à suivre en cas d'entrée non-autorisée) ?**	5.4.2.

4.1.3	**Utilisez-vous des scellés pour protéger les unités de fret ?** **OUI / NON : ……** ⇨ **Si oui, quelle(s) catégorie(s) de scellés ? sont-ils conformes à une norme internationale (ISO par exemple) ?** ⇨ **Si non, comment vous assurez-vous que les marchandises n'ont pas fait l'objet de manipulations non-autorisées ?**	5.4.3.
4.1.4	**Quelles mesures de contrôle utilisez-vous pour vérifier les unités de fret (par exemple procédure de contrôle en sept points des conteneurs) ?**	5.4.4.
4.1.5	**a) Qui est propriétaire des unités de fret ?**	5.4.5.
	b) Qui réalise l'entretien / la réparation des unités de fret ?	
	c) Les révisions sont-elles régulières ? **d) OUI / NON : ……** **Suite à des travaux de réparation et de maintenance externalisés, les unités de fret sont-elles vérifiées à leur retour dans vos locaux ?** **OUI / NON : ……**	

4-2 Procédures en matière de transport *(Lignes directrices - Partie 2 Section V, Sous-section 5 – I.2.5.5)*			
4.2.1	**a)**	**Quels sont les moyens de transport utilisés habituellement par votre société ?**	5.5.1.
	b)	**Votre société réalise-t-elle la totalité de ses transports ou a-t-elle recours à des prestataires de services externes (par exemple des transitaires ou des transporteurs) ?**	
	c)	**Comment vérifiez-vous que votre prestataire de transport respecte les normes de sécurité exigées par la certification OEA - sécurité/sûreté (par exemple au moyen d'un certificat de sécurité/sûreté, de clauses contractuelles spécifiques) ?**	
	d)	**Prenez-vous d'autres mesures pour vérifier que les activités de transport externalisées répondent aux exigences de l'OEA - sécurité/sûreté ?** **OUI / NON : ……** ⇒ **Si oui, précisez :**	
5- Gestion et identification différenciée des marchandises soumises à restrictions ou prohibées (art. 14 duodecies § d) *(Lignes directrices - Partie 2 Section V, Sous-section 6 – I.2.5.6)*			
5.1	**a)**	**Procédez-vous à l'importation ou à la (ré-)exportation de biens à double usage et / ou de marchandises pour lesquelles des licences d'importation sont requises et/ou des marchandises qui sont soumises à des restrictions d'exportation ou d'embargos ou soumises aux droits d'accises ou relevant de la PAC ?** **OUI / NON : ……**	5.6.1.

	⇒ **Si oui, quelles mesures spécifiques avez-vous mis en place pour gérer ces marchandises (par exemple gestion par un personnel spécialement formé) ?**	
	b) Existe-t-il des procédures formalisées spécifiques pour le dédouanement de ces marchandises ? **OUI / NON : ……**	
6- Réception de marchandises (article 14 duodecies c) *(Lignes directrices - Partie 2 Section V, Sous-section 7 – I.2.5.7)*		
6.1	**a) Décrivez brièvement la procédure mise en œuvre pour assurer la sécurité et la sûreté des marchandises lors de leur réception**	5.7.1.
	b) Décrivez brièvement comment est assuré le respect de ces procédures	
6.2	**Des mesures particulières en matière de sécurité/sûreté sont-elles imposées aux fournisseurs pour s'assurer de la fiabilité des marchandises livrées (marquage, scellement, emballage par exemple) ?** **OUI / NON : ……**	5.7.2.
	⇒ **Si oui, lesquelles ?**	

	⇒ **Si oui, vos employés en sont-ils informés ?** **OUI / NON :** …… ⇒ **Si oui, comment est assuré le respect de l'application de ces mesures de sécurité/sûreté par les fournisseurs ?**	
6.3	**a) Lors de leur réception, les marchandises sont-elles scellées ?** **OUI / NON :** …… ⇒ **Si oui, comment contrôlez-vous l'intégrité des scellés ?**	5.7.3.
	b) La procédure de contrôle des scellés est-elle formalisée ? **OUI / NON :** ……	
6.4	**Lors de leur réception, une distinction est-elle faite entre les marchandises (identification et/ou entreposages distincts) ?** **OUI / NON :** …… ⇒ **Si oui, précisez. Indiquez notamment si les critères de sélection des marchandises sont fondés sur le niveau de risque de la marchandise (par exemple marchandises dangereuses, marchandises de grande valeur, armes) ?**	5.7.4. + 5.8.4 a)
6.5	**Lors de leur réception, les marchandises sont-elles comptées et pesées ?** **OUI / NON :** …… ⇒ **Si oui, comment et par qui ?**	5.7.5.
6.6	**Lors de leur réception, comment, quand et par qui les marchandises sont-elles vérifiées au regard des documents d'accompagnement, puis enregistrées dans les écritures ?**	5.7.6.

6.7	**a)** **Les services chargés de l'achat, de la réception des marchandises et de l'administration générale sont-ils totalement distincts ?**	**OUI / NON : ……**	5.7.7.
	b) **Existe-il des procédures de contrôles internes entre ces services ?**	**OUI / NON : ……**	
	⇒ **Si oui, lesquelles ?** ***(si vous n'avez pas déjà présenté ces procédures à la question 4-2-1 de la partie "simplifications douanières")***		

7- Stockage des marchandises (article 14 duodecies c)

(Lignes directrices - Partie 2 Section V, Sous-section 8 – I.2.5.8)

7.1	**Décrivez la(les) zone(s) de stockage des marchandises - INTERIEURE(S) :**	5.8.1.
	Décrivez la(les) zone(s) de stockage des marchandises - EXTERIEURE(S) :	
7.2	**a)** **Comment déterminez-vous l'allotissement de vos marchandises dans la(les) zone(s) de stockage ?**	5.8.2.

	b) Cette procédure est-elle formalisée ? **OUI / NON : ……**	
7.3	**Quand, par qui et sur quelle base la marchandise réceptionnée est-elle enregistrée dans les stocks ?**	5.8.4. b)
7.4	**Avez-vous des procédures formalisées relatives au signalement et au suivi d'incidents de sécurité et de sûreté identifiés au cours des inventaires ?** **OUI / NON : ……** ⇒ **Si oui, veuillez préciser** **(*si cette procédure est différente de celle présentée à la question 1-4-1 de la grille "sécurité / sûreté")***	5.8.3.
7.5	**a) Quelles procédures et mesures de protection spécifiques avez-vous mis en œuvre pour protéger vos entrepôts contre tout accès non autorisé *(en plus des mesures générales présentées à la question 2-1 de la grille "sécurité sûreté") ?***	5.8.5.
	b) Quelles mesures de contrôle interne avez-vous mis en place pour vous assurer du respect de ces procédures spécifiques ?	

7.6	**Si le stockage des marchandises est sous-traité à un tiers, décrivez brièvement dans quelles conditions les marchandises sont stockées.**	5.8.6
	Quelles mesures de contrôle avez-vous mis en place pour que votre(vos) sous-traitant(s) respecte(ent) les normes de sécurité-sûreté exigées par la certification OEA – sécurité/sûreté (par exemple au moyen d'un certificat de sécurité/sûreté, de clauses contractuelles spécifiques ?)	

8- Production de marchandises (article 14 duodecies c)

(Lignes directrices - Partie 2 Section V, Sous-section 9 – I.2.5.9)

8.1	**a) Où sont localisées les zones de production des marchandises ?**	5.9.1.a

8.2	**a) Quelles procédures et mesures de protection spécifiques avez-vous mis en œuvre pour protéger vos zones de production contre tout accès non autorisé (*en plus des mesures générales présentées à la question 2-1 de la grille "sécurité / sûreté") ?***	5.9.2.
	b) Quelles mesures de contrôle interne avez-vous mis en place pour vous assurer du respect de ces procédures spécifiques ?	
8.3	**Si la production ou une partie de la production est réalisée par un sous-traitant, comment vous assurez-vous que celui-ci respecte les normes de sécurité/sûreté exigées par la certification OEA - sécurité/sûreté (par exemple au moyen d'un certificat de sécurité/sûreté, de clauses contractuelles spécifiques ?)**	5.9.1.b
8.4	**Comment les marchandises sont-elles emballées ?**	5.9.3.
	L'emballage des marchandises fait-il l'objet d'une procédure formalisée ? **OUI / NON : ……**	

8.5	**Si l'emballage final de la marchandise est sous-traité, décrivez brièvement comment l'intégrité des marchandises est garantie ?**	5.9.4.
9- Chargement de la marchandise (article 14 duodecies c) ***(Lignes directrices - Partie 2 Section V, Sous-section 10 – I.2.5.10)***		
9.1	**Quelles mesures ont-elles été mises en œuvre pour garantir que les marchandises placées dans les aires d'expédition ne sont, à aucun moment, laissées sans surveillance *(en plus des mesures générales présentées à la question 2-1 et 4.1.1 de la grille "sécurité / sûreté")* ?**	5.10.4.
9.2	**Le cas échéant, comment garantissez-vous le respect des exigences de sécurité que vous imposent vos clients en matière de chargement ?**	5.10.3.

9.3	**Comment le chargement des marchandises est-il organisé? comment, quand et par qui est contrôlée la correspondance entre les ordres de chargements, les chargements effectivement réalisés et leurs enregistrements dans les stocks ?**	5.10.1. + 5.10.6
	OUI / NON : …… **Existe-t-il des procédures formalisées ?**	
9.4	**Si vos unités de fret ou vos véhicules sont scellés, le numéro de scellé est-il mentionné dans les documents d'accompagnement de la marchandise ?** **OUI / NON : ……** **Comment enregistrez-vous les scellés afin de garantir un suivi de la marchandise ?** ***(si vous n'avez pas déjà présenté ces procédures à la question 4-1-1 de la partie "simplifications douanières")***	5.10.2.
9.5	**Les expéditions de marchandises sont-elles vérifiées (par exemple, comptage, pesage) ?** **OUI / NON : ……** ⇒ **Si oui, comment et par qui?**	5.10.5.

9.6	**Quelles mesures de contrôles internes avez-vous mis en œuvre pour vous assurer du respect des procédures de chargement ?**	5.10.7.

10- Sécurisation des partenaires commerciaux (article 14 duodecies e)

(Lignes directrices - Partie 2 Section V, Sous-section 11 – I.2.5.11)

10.1	**a) Quelles exigences de sécurité et de sûreté sont déterminantes lors du choix de vos partenaires commerciaux (par exemple signature d'une déclaration de sécurité/sûreté, de clauses contractuelles, statut OEA)?**	5.11.1.
	b) Comment vous assurez-vous que vos partenaires commerciaux respectent les normes de sécurité/sûreté que vous leur imposez ?	

10.2	**Avez-vous recours à des prestataires de services ayant accès à vos locaux (sociétés de transport, gardiennage, nettoyage, etc.) ?** **OUI / NON : ……** ⇒ **Si oui:** **Pour les prestataires non évoqués dans les questions précédentes, décrivez brièvement les prestations fournies :**	5.13.1.
	Comment vous assurez-vous que ces prestataires respectent les normes de sécurité/sûreté exigées par la certification OEA –sécurité / sûreté (par exemple au moyen d'un certificat de sécurité/sûreté, de clauses contractuelles spécifiques ?)	
10-3	**Votre entreprise vérifie-t-elle l'identité juridique des partenaires commerciaux afin de sécuriser la chaîne logistique (recherche d'informations avant d'accepter des commandes ou de passer des commandes) ?** **OUI / NON : ……**	5.11.2.
10.4	**Au cours de la dernière année, avez-vous relevé des manquements aux clauses de sécurité/sûreté conclues avec vos partenaires commerciaux ?** **OUI / NON : ……** ⇒ **Si oui, quelles mesures avez-vous adoptées ?**	5.11.3.

11- Sécurité du personnel (article 14 duodecies § f) ***(Lignes directrices - Partie 2 Section V, Sous-section 12 – I.2.5.12)***		
11.1	**a) Qui est responsable de votre politique de recrutement ?**	5.12.1.
	b) Comment les exigences de sécurité et de sûreté sont-elles prises en compte dans votre politique de recrutement ?	
	c) Existe-il des procédures formalisées en matière de sécurité / sûreté dans le recrutement ? **OUI / NON : ……** **d) Comment vous assurez-vous du respect de ces procédures ?**	
11.2	**Un contrôle des antécédents des employés (par exemple demande d'un extrait de casier judiciaire) est-il effectué pour :** **a) Les nouveaux employés affectés à un poste sensible en termes de sécurité/sûreté ?** **b) Les employés de la société nouvellement affectés à un poste sensible en termes de sécurité/sûreté ?** **Comment vous assurez-vous que lorsqu'un employé a quitté définitivement votre entreprise il n'a plus la possibilité d'accéder aux locaux ou aux données de votre société ?**	5.12.2.

11.3	**Avez-vous recours à du personnel temporaire (intérimaires, stagiaires, etc.) ?** **OUI / NON : ……** ⇒ **Si oui, à quels postes ?**	5.12.4.
	Si ce type d'employés est affecté à un poste sensible, quels contrôles de sécurité sont réalisés ?	
	Existe-t-il une procédure de sécurité/sûreté spécifique dédiée au personnel temporaire ? **OUI / NON : ……** ⇒ **Si oui laquelle ?**	

12- Sensibilisation des employés aux questions de sécurité (article 14 duodecies § 1g)

(Lignes directrices - Partie 2 Section V, Sous-section 12 – I.2.5.12)

12.1	**Une formation à la sécurité et la sûreté est-elle organisée pour les salariés?** **OUI / NON : ……** ⇒ **Si Oui:** **a) Quelle est la fréquence de cette formation ?**	5.12.3.
	b) Avez-vous des sessions de mise à niveau au moins tous les ans ? **OUI / NON : ……** **c) Cette formation est-elle :** **dispensée en interne ?** **OUI / NON : ……** **proposée par un prestataire externe ?** **OUI / NON : ……** **Un registre sur le suivi de cette formation est-il en place (date, participants, sujets abordés) ?** **OUI / NON : ……**	

Les informations transmises dans le cadre de la demande d'octroi du statut OEA sont couvertes par la législation communautaire et nationale sont couvertes par le secret professionnel et font l'objet d'un traitement confidentiel en application de l'article 15 du règlement (CEE) N° 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992 établissant le code des douanes communautaire - (JOCE 302 du 19.10.1992) et de l'article 59 bis du code des douanes.

Par ailleurs, en application de l'article 14 quinvicies, paragraphe 2 des dispositions d'application du code des douanes communautaire tel que prévu par le règlement 1875/2006, l'administration des douanes françaises est tenue de procéder à la gestion d'une base de données relative aux demandes, rejets et délivrances de certificats AEO. En signant et en déposant cette demande, vous acceptez que les données vous concernant puissent être échangées entre l'administration des douanes françaises et les autorités douanières des autres États membres.

La Commission procédera également à l'établissement d'une base de données relative aux OEA certifiés et pour laquelle un accès sera ouvert au public via Internet (*http://ec.europa.eu/taxation_customs/dds/aeohome_fr.htm*). L'insertion **du nom de votre entreprise** sur cette liste est volontaire. Si vous l'approuvez ou la désapprouvez, vous devez l'indiquer ci après en biffant la mention inutile : **OUI / NON**
(ces mention et signature ne sont exigées que lorsque la demande est établie sur ce support papier et non via le portail prodouane)

Signature :

NOM (en capital d'imprimerie) :

Statut du signataire :
(par ex. actionnaire ou propriétaire unique, partenaire, directeur)

Lieu et date :